

Convention collective

IDCC : **8731** | **EXPLOITATIONS FORESTIÈRES**
(Midi-Pyrénées)

(1^{er} décembre 1982)

(Étendue par arrêté du 2 mars 1983,
Journal officiel du 30 mars 1983)

Avenant n° 89 du 11 juillet 2019
 relatif à la prévoyance

NOR : AGRS2097172M

IDCC : 8731

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Union régionale des syndicats d'exploitants forestiers et scieurs d'Occitanie ;
Fédération régionale des entrepreneurs des territoires Occitanie,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Union professionnelle régionale agro-alimentaire CFDT de Midi-Pyrénées ;
Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC ;
Fédération générale agro-alimentaire et forestière CGT,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 56 *bis* « Régime de prévoyance. Incapacité, invalidité, décès » de la convention collective des exploitations et des entreprises forestières de la région Midi-Pyrénées relatives aux cotisations sont modifiées comme suit :

« 3. Tableau récapitulatif

Les cotisations telles que fixées à l'accord d'adhésion sont réparties comme suit jusqu'au 31 juillet 2020 :

| | Taux | Part patronale | Part ouvrière |
|---|--------|----------------|---------------|
| Incapacité temporaire : garantie mensualisation | 0,61 % | 0,61 % | 0,00 % |
| Relais mensualisation | 0,98 % | 0,63 % | 0,35 % |
| Invalidité | 0,15 % | 0,10 % | 0,05 % |
| Décès | 0,20 % | 0,20 % | 0,00 % |

| | Taux | Part patronale | Part ouvrière |
|-------|--------|----------------|---------------|
| Total | 1,94 % | 1,54 % | 0,40 % |

Article 2

Le reste de l'article 56 *bis* est inchangé.

Article 3 | *Entrée en vigueur*

L'entrée en vigueur du présent avenant est fixée au 1^{er} janvier 2020 pour les dispositions relatives aux taux de cotisation du régime.

Article 4 | *Dépôt et extension*

Un exemplaire du présent avenant sera remis à chacune des organisations signataires et deux seront déposés à la DIRECCTE Occitanie, unité départementale de la Haute-Garonne.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Toulouse, le 11 juillet 2019.

(Suivent les signatures.)